

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205111]

**7 SEPTEMBRE 2017. — Décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qui concerne les déclarations d'appartenance et de regroupement (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article L1234-2, § 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

" Les déclarations d'appartenance ou de regroupement ne peuvent être faites qu'une seule fois, vers une seule liste et pour l'ensemble des mandats dérivés du conseiller communal. Elles sont publiées sur le site internet de la commune.

Le collège communal communique à l'ASBL, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales ou provinciales, le nom des conseillers communaux, leur groupe politique et, le cas échéant, les appartements ou les regroupements, tels qu'ils ressortent des déclarations individuelles actées en séance du conseil communal. "

**Art. 2.** Dans l'article L1522-4, § 1<sup>er</sup>, du même Code, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

" Les déclarations d'appartenance ou de regroupement ne peuvent être faites qu'une seule fois, vers une seule liste et pour l'ensemble des mandats dérivés du conseiller communal. Elles sont publiées sur le site internet de la commune.

Le collège communal communique à l'association de projet, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales ou provinciales, le nom des conseillers communaux, leur groupe politique et, le cas échéant, les appartements ou les regroupements, tels qu'ils ressortent des déclarations individuelles actées en séance du conseil communal. "

**Art. 3.** Dans l'article 1523-15 du même Code, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

" § 3. Sans préjudice du paragraphe 4 du présent article, les administrateurs représentant les communes associées sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'appartenance ou de regroupement.

Les déclarations d'appartenance ou de regroupement ne peuvent être faites qu'une seule fois, vers une seule liste et pour l'ensemble des mandats dérivés du conseiller communal. Elles sont publiées sur le site Internet de la commune.

Le collège communal communique à l'intercommunale, au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales ou provinciales, le nom des conseillers communaux, leur groupe politique et, le cas échéant, les appartements ou les regroupements, tels qu'ils ressortent des déclarations individuelles actées en séance du conseil communal.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Aux fonctions d'administrateur réservées aux communes, ne peuvent être nommés que des membres des conseils ou collèges communaux.

Le présent paragraphe est applicable *mutatis mutandis* aux administrateurs représentant des C.P.A.S. associés.

Tout groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix délibérative dans tous les cas. Dans ce cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée au paragraphe 5 n'est pas applicable.

Les administrateurs représentant chaque province sont désignés à la proportionnelle conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, selon une clé intégrant, pour chaque liste de candidats représentée au sein du conseil provincial, pour moitié le nombre de sièges détenus au sein du conseil provincial et pour moitié le nombre de voix obtenues lors des élections provinciales.

Le Gouvernement précise les modalités de mise en oeuvre de l'alinéa 9.

Les alinéas 2, 5 et 6 du présent paragraphe sont *mutatis mutandis* applicables à la désignation des administrateurs des provinces associées. "

**Art. 4.** Dans l'article L1123-1 du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

" § 1<sup>er</sup>. Le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte de démission, dûment signé, est communiqué au collège et porté à la connaissance des membres du conseil communal lors de la séance la plus proche. La démission prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil communal en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lesquels le membre siège en raison de sa qualité de conseiller communal.

Le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1.

L'acte d'exclusion est valable si :

- 1° il est signé par la majorité des membres de son groupe;
- 2° il est communiqué au collège.

L'acte d'exclusion est porté à la connaissance des membres du conseil communal lors de la séance la plus proche. L'exclusion prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil communal en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lesquels le membre siège en raison de sa qualité de conseiller communal.

L'exclusion ou la démission du groupe visé à ce paragraphe entraîne *de facto* la nullité de la déclaration d'apparentement ou de regroupement éventuelle. Le Conseiller concerné peut remettre une nouvelle déclaration d'apparentement ou de regroupement, sans que celle-ci ne puisse influencer la composition des organismes para-locaux concernés.

Pour l'application du présent article et de l'article L1123-14, ce conseiller est considéré comme appartenant toujours au groupe politique quitté. ”.

**Art. 5.** Dans l'article L2212-39 du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

” § 1<sup>er</sup>. Le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte de démission, dûment signé, est communiqué au président ou à celui qui le remplace. Il est porté à la connaissance des membres du conseil provincial lors de la séance la plus proche. La démission prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil provincial en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lequel le membre siège tel que défini à l'article L5111-1.

Le conseiller qui, en cours de législature, est exclu de son groupe politique, est démis de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé tel que défini à l'article L5111-1. L'acte d'exclusion est valable s'il est signé par la majorité des membres dudit groupe et s'il est communiqué au président ou à celui qui le remplace. Il est porté à la connaissance des membres du conseil provincial lors de la plus prochaine séance. L'exclusion prend effet à cette date et le procès-verbal de la séance du conseil provincial en fait mention. Un extrait du procès-verbal est signifié aux organismes dans lesquels le membre siège tel que défini à l'article L5111-1.

L'exclusion ou la démission du groupe visé à ce paragraphe entraîne *de facto* la nullité de la déclaration d'apparentement ou de regroupement éventuelle. Le conseiller concerné peut remettre une nouvelle déclaration d'apparentement ou de regroupement, sans que celle-ci ne puisse influencer la composition des organismes paraloaux concernés.

Pour l'application du présent article et de l'article L2212-44, ce conseiller est considéré comme appartenant toujours au groupe politique quitté. ”.

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur au prochain renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 septembre 2017.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la  
Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de  
l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des  
Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et  
délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 850 (2016-2017) N°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 6 septembre 2017

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205111]

## 7. SEPTEMBER 2017 — Dekret zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf die Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel L1234-2 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärungen können nur ein einziges Mal, auf eine einzige Liste und für die gesamten abgeleiteten Mandate des Gemeinderatsmitglieds gemacht werden. Sie werden auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlicht.

Das Gemeindegremium teilt der VoG spätestens am 1. März des Jahres nach demjenigen der Kommunal- oder Provinzialwahlen den Namen der Gemeinderatsmitglieder, ihre politische Fraktion und gegebenenfalls die Listenverbindungen oder Gruppierungen mit, so wie sie sich aus den individuellen Erklärungen ergeben, die während einer Sitzung des Gemeinderats beurkundet wurden."

**Art. 2** - In Artikel L1522-4 § 1 desselben Kodex werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Die Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärungen können nur ein einziges Mal, auf eine einzige Liste und für die gesamten abgeleiteten Mandate des Gemeinderatsmitglieds gemacht werden. Sie werden auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlicht.

Das Gemeindegremium teilt der Projektvereinigung spätestens am 1. März des Jahres nach demjenigen der Kommunal- oder Provinzialwahlen den Namen der Gemeinderatsmitglieder, ihre politische Fraktion und gegebenenfalls die Listenverbindungen oder Gruppierungen mit, so wie sie sich aus den individuellen Erklärungen ergeben, die während einer Sitzung des Gemeinderats beurkundet wurden."

**Art. 3** - In Artikel 1523-15 desselben Kodex wird Paragraph 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3. Unbeschadet von § 4 des vorliegenden Artikels werden die Verwalter, die die angeschlossenen Gemeinden vertreten, jeweils unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die etwaigen statutengemäßen Kriterien sowie die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Gruppierungserklärungen berücksichtigt.

Die Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärungen können nur ein einziges Mal, auf eine einzige Liste und für die gesamten abgeleiteten Mandate des Gemeinderatsmitglieds gemacht werden. Sie werden auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlicht.

Das Gemeindegremium teilt der Interkommunalen spätestens am 1. März des Jahres nach demjenigen der Kommunal- oder Provinzialwahlen den Namen der Gemeinderatsmitglieder, ihre politische Fraktion und gegebenenfalls die Listenverbindungen oder Gruppierungen mit, so wie sie sich aus den individuellen Erklärungen ergeben, die während einer Sitzung des Gemeinderats beurkundet wurden.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden dagegen die Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden und diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden, nicht berücksichtigt.

Zu den den Gemeinden vorbehaltenen Ämtern als Verwaltungsratsmitglied dürfen nur Mitglieder der Gemeinderäte oder -kollegien ernannt werden

Der vorliegende Absatz findet *mutatis mutandis* auf die Verwalter, die die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.

Jede demokratische politische Fraktion, die mindestens über einen gewählten Vertreter innerhalb einer der angeschlossenen Gemeinden, und mindestens über einen gewählten Vertreter im Wallonischen Parlament verfügt und die nicht gemäß dem im vorliegenden Paragraphen erwähnten System der Proportionalvertretung vertreten ist, hat Anrecht auf einen Sitz. In jedem Fall gewährt dieser zusätzliche Sitz dem derart benannten Verwalter die Stimmberechtigung. In diesem Fall ist die in Paragraph 5 erwähnte Grenze einer Höchstanzahl der Verwaltungsmitglieder nicht anwendbar.

Die jede Provinz vertretenden Verwaltungsratsmitglieder werden gemäß den Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches proportional benannt, nach einem Verteilungsschlüssel, der für jegliche Liste der innerhalb des Provinzrates vertretenen Kandidaten zur Hälfte die Anzahl der innerhalb des Provinzrates besessenen Sitze und zur Hälfte die Anzahl der während der Provinzwahlen erhaltenen Stimmen einschließt.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Umsetzung von Absatz 9 fest.

Die Absätze 2, 5 und 6 des vorliegenden Paragraphen finden *mutatis mutandis* auf die Benennung der Verwaltungsmitglieder der angeschlossenen Provinzen Anwendung."

**Art. 4** - In Artikel L1123-1 desselben Kodex wird Paragraph 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Das bzw. die auf einer gleichen Liste bei den Wahlen gewählte(n) Ratsmitglied(er) bildet bzw. bilden eine politische Fraktion, deren Bezeichnung diejenige der besagten Liste ist.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte. Die ordnungsgemäß unterzeichnete Rücktrittserklärung wird dem Kollegium mitgeteilt, und den Mitgliedern des Gemeinderats bei der nächstfolgenden Sitzung zur Kenntnis gebracht. Der Rücktritt wird an diesem Datum wirksam; dies wird im Protokoll der Gemeinderatssitzung vermerkt. Ein Auszug des Protokolls wird den Einrichtungen übermittelt, in denen das Mitglied aufgrund seiner Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied tagt.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion ausgeschlossen wird, wird von Rechts wegen seiner gesamten Mandate, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte, enthoben.

Die Ausschlussurkunde ist gültig, wenn sie:

- 1° von der Mehrheit der Mitglieder seiner Fraktion unterzeichnet wird;
- 2° dem Kollegium übermittelt wird.

Die Gemeinderatsmitglieder werden im Laufe der nächsten Sitzung von der Ausschlussurkunde in Kenntnis gesetzt. Der Ausschluss wird an diesem Datum wirksam; dies wird im Protokoll der Gemeinderatssitzung vermerkt. Ein Auszug des Protokolls wird den Einrichtungen übermittelt, in denen das Mitglied aufgrund seiner Eigenschaft als Gemeinderatsmitglied tagt.

Der Ausschluss oder der Rücktritt aus der Fraktion im Sinne des vorliegenden Paragraphen führt *de facto* zur Nichtigkeit der eventuellen Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärung. Das betreffende Ratsmitglied kann eine neue Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärung einreichen, ohne dass diese die Zusammensetzung der betroffenen paralokalen Einrichtungen beeinflussen kann.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels und des Artikels L1123-14 wird das Ratsmitglied weiterhin als der verlassenen politischen Fraktion angehörend betrachtet.“.

**Art. 5** - In Artikel L2212-39 desselben Kodex wird Paragraph 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“ § 1. Das bzw. die auf einer gleichen Liste bei den Wahlen gewählte(n) Ratsmitglied(er) bildet bzw. bilden eine politische Fraktion, deren Bezeichnung diejenige der besagten Liste ist.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion austritt, gibt von Rechts wegen die gesamten Mandate auf, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte. Die ordnungsgemäß unterzeichnete Rücktrittserklärung wird dem Vorsitzenden oder der Person, die ihn ersetzt, übermittelt. Der Rücktritt wird den Mitgliedern des Provinzialrates bei der nächsten Sitzung zur Kenntnis gebracht. Der Rücktritt wird an dem Datum wirksam und er wird im Protokoll der Sitzung des Provinzialrates vermerkt. Den Einrichtungen, in denen das Mitglied vertreten ist, wird ein Protokollauszug nach Artikel L5111-1 übermittelt.

Das Ratsmitglied, das im Laufe der Legislaturperiode aus seiner politischen Fraktion ausgeschlossen wird, wird von Rechts wegen seiner gesamten Mandate, die es nach Artikel L5111-1 derivativ ausübte, enthoben. Die Ausschlussakte ist gültig, wenn sie von der Mehrheit der Mitglieder der genannten Fraktion unterzeichnet worden ist und dem Vorsitzenden oder der Person, die ihn ersetzt, übermittelt wird. Der Ausschluss wird den Mitgliedern des Provinzialrates bei der nächsten Sitzung zur Kenntnis gebracht. Der Ausschluss wird an dem Datum wirksam und er wird im Protokoll der Sitzung des Provinzialrates vermerkt. Den Einrichtungen, in denen das Mitglied vertreten ist, wird ein Protokollauszug nach Artikel L5111-1 übermittelt.

Der Ausschluss oder der Rücktritt aus der Fraktion im Sinne des vorliegenden Paragraphen führt *de facto* zur Nichtigkeit der eventuellen Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärung. Das betreffende Ratsmitglied kann eine neue Listenverbindungs- oder Gruppierungserklärung einreichen, ohne dass diese die Zusammensetzung der betroffenen paralokalen Einrichtungen beeinflussen kann.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels und des Artikels L2212-44 wird das Ratsmitglied weiterhin als der verlassenen politischen Fraktion angehörend betrachtet.“.

**Art. 6** - Das vorliegende Dekret tritt bei der nächsten vollständigen Erneuerung der Gemeinde- und Provinzialräte in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. September 2017

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments 850 (2016-2017) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 6. September 2017

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205111]

**7 SEPTEMBER 2017. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie voor wat betreft de verklaringen van apparentering of hergroepering (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel L1234-2, § 1, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en Decentralisatie wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« De verklaringen van apparentering of hergroepering kunnen slechts één keer worden gedaan, op één enkele lijst en voor het geheel van de afgeleide mandaten van het gemeenteraadslid. Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Uiterlijk 1 maart van het jaar dat volgt op het jaar van gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen geeft het gemeentecollege de vzw kennis van de naam van de gemeenteraadsliden, hun politieke fractie en, in voorkomend geval, de apparenteringen of hergroeperingen zoals blijkt uit de individuele verklaringen geakteerd tijdens de zitting van de gemeenteraad. ».

**Art. 2.** In artikel L1522-4, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden twee leden ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

« De verklaringen van apparentering of hergroepering kunnen slechts één keer worden gedaan, op één enkele lijst en voor het geheel van de afgeleide mandaten van het gemeenteraadslid. Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Uiterlijk 1 maart van het jaar dat volgt op het jaar van gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, geeft het gemeentecollege de projectvereniging kennis van de naam van de gemeenteraadsliden, hun politieke fractie en, in voorkomend geval, de apparenteringen of hergroeperingen zoals blijkt uit de individuele verklaringen geakteerd tijdens de zitting van de gemeenteraad. ».

**Art. 3.** In artikel 1523-15 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 3 vervangen door wat volgt:

« § 3. Onverminderd paragraaf 4 van dit artikel, worden de bestuurders die de aangesloten gemeenten vertegenwoordigen respectievelijk naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten aangewezen overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

Voor de berekening van die evenredigheid wordt rekening gehouden met de eventuele statutaire criteria, alsook met de facultatieve individuele verklaringen van apparentering of hergroepering.

De verklaringen van apparentering of hergroepering kunnen slechts één keer worden gedaan, op één enkele lijst en voor het geheel van de afgeleide mandaten van het gemeenteraadslid. Ze worden bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Uiterlijk 1 maart van het jaar dat volgt op het jaar van gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, geeft het gemeentecollege de intercommunale kennis van de naam van de gemeenteraadsliden, hun politieke fractie en, in voorkomend geval, de apparenteringen of hergroeperingen zoals blijkt uit de individuele verklaringen geakteerd tijdens de zitting van de gemeenteraad.

Bij de berekening van die evenredigheid wordt daarentegen geen rekening gehouden met bedoelde politieke fractie(s) die niet zou(de)n voldoen aan de beginselen van de democratie verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide en zij die bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Tot de aan de gemeenten voorbehouden functies van bestuurder mogen alleen leden van de gemeente- of colleggeraden benoemd worden.

Deze paragraaf is *mutatis mutandis* van toepassing op de bestuurders die de aangesloten OCMW's vertegenwoordigen.

Elke democratische politieke fractie die binnen een van de verenigde gemeenten over minstens één verkozenen beschikt en over minstens één verkozenen in het Waalse Parlement en die niet wordt vertegenwoordigd overeenkomstig het kiessysteem van evenredige vertegenwoordiging bedoeld in deze paragraaf, heeft recht op een zetel. Die bijkomende zetel maakt de aldus aangewezen bestuurder hoe dan ook stemgerechtigd. In dit geval, is de beperking van het maximumaantal bestuurders bedoeld in § 5 niet van toepassing.

De bestuurders die elke provincie vertegenwoordigen worden aangewezen naar evenredigheid van de provincieraad overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, volgens de volgende verdeelsleutel: voor de helft, het aantal zetels waarover elke lijst van kandidaten vertegenwoordigd binnen de provincieraad beschikt, en voor de andere helft, het aantal bekomen stemmen bij de provincieraadsverkiezingen.

De Regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van het negende lid.

Het tweede, vijfde en zesde lid van deze paragraaf zijn *mutatis mutandis* van toepassing op de aanwijzing van de bestuurders van de aangesloten provincies. ».

**Art. 4.** In artikel L1123-1 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. Het raadslid of de raadsleden gekozen op dezelfde lijst gedurende de verkiezingen vormen een politieke fractie waarvan de benaming die van voornoemde lijst is.

Het gemeenteraadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie aftreedt, is van rechtswege ontslagnemend van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende zoals bepaald in artikel L5111-1. De behoorlijk ondertekende akte van ontslag wordt aan het college overgemaakt en medegedeeld aan de leden van de gemeenteraad bij de eerstvolgende vergadering. Het ontslag treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de gemeenteraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid wegens zijn hoedanigheid van gemeenteraadslid zitting heeft.

Het gemeenteraadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie wordt uitgesloten, wordt van rechtswege van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende, ontheven, zoals bepaald in artikel L5111-1.

De akte van uitsluiting is geldig indien :

- 1° hij door de meerderheid van de leden van zijn fractie wordt ondertekend;
- 2° hij aan het college wordt medegedeeld.

De akte van uitsluiting wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de gemeenteraad medegedeeld. De uitsluiting treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de gemeenteraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid wegens zijn hoedanigheid van gemeenteraadslid zitting heeft.

De uitsluiting of de ontslagneming van de fractie bedoeld in deze paragraaf leidt de facto tot de nietigheid van de eventuele verklaringen van apparentering of hergroepering. Het betrokken Gemeenteraadslid kan een nieuwe verklaring van apparentering of hergroepering indienen, zonder dat ze de samenstelling van de betrokken parlokale instellingen beïnvloedt.

Voor de toepassing van dit artikel en van artikel L1123-14, wordt dit gemeenteraadslid beschouwd als reeds behorend tot de verlaten politieke fractie. ”.

**Art. 5.** In artikel L2212-39 van hetzelfde Wetboek, wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

” § 1. Het raadslid of de raadsleden gekozen op dezelfde lijst gedurende de verkiezingen vormen een politieke fractie waarvan de benaming die van voornoemde lijst is.

Het raadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie ontslag neemt, is van rechtswege ontslagnemend van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende zoals bepaald in artikel L5111-1. De behoorlijk ondertekende akte van ontslag wordt aan de voorzitter of diens plaatsvervanger overgemaakt. Die akte wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de provincieraad medegedeeld. Het ontslag treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de provincieraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid zoals omschreven in artikel L5111-1 zitting heeft.

Het raadslid dat tijdens de legislatuur uit zijn politieke fractie wordt uitgesloten, wordt van rechtswege van alle mandaten die hij onder afgeleide titel uitoefende, ontheven, zoals bepaald in artikel L5111-1. De akte van uitsluiting is rechtsgeldig als hij ondertekend wordt door de meerderheid der leden van die fractie en medegedeeld wordt aan de voorzitter of diens plaatsvervanger. Die akte wordt bij de eerstvolgende vergadering aan de leden van de provincieraad medegedeeld. De uitsluiting treedt in werking op deze datum en de notulen van de zitting van de provincieraad maken er gewag van. Een uittreksel van de notulen wordt betekend aan de instellingen waarin het lid zoals omschreven in artikel L5111-1 zitting heeft.

De uitsluiting of de ontslagneming van de fractie bedoeld in deze paragraaf leidt *de facto* tot de nietigheid van de eventuele verklaringen van apparentering of hergroepering. Het betrokken Gemeenteraadslid kan een nieuwe verklaring van apparentering of hergroepering indienen, zonder dat ze de samenstelling van de betrokken parlokale instellingen beïnvloedt.

Voor de toepassing van dit artikel en van artikel L2212-44, wordt dit gemeenteraadslid beschouwd als reeds behorend tot de verlaten politieke fractie. ”.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking bij de eerstvolgende integrale hernieuwing van de gemeente- en provincieraden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 september 2017.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement, 850 (2016-2017) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 september 2017

Bespreking.

Stemming.